

La vie politique sous la V^o République

II/ L'évolution du régime: un système qui évolue selon les pratiques des acteurs et les choix électoraux

A. Présidentialisation du régime sous de
Gaulle

Par sa conception du pouvoir et ses pratiques, il impose une lecture présidentielle de la Constitution



Campagne
électorale de 1965



Le chef de l'Etat, lors d'une conférence
de presse à l'Elysée, en présence de
plusieurs ministres, le 27 novembre 1967

- Utilisation de la TV, des médias + pratique des bains de foule
 - Utilisation du référendum (plusieurs fois)
 - Instauration du DOMAINE RÉSERVÉ : politique extérieure, défense
 - Utilisation de l'article 16 lors du putsch des généraux en Algérie (1961)
 - Légimité renforcée avec l'élection au suffrage universel direct
- Renforcer le lien (le contact direct) entre le Président et les Français; la fonction présidentielle = clef de voûte des institutions. Refus de toute dyarchie, 1^{er} ministre doit appliquer la politique définie par le Président.
- Il domine la vie politique (on parle de République gaullienne de 1958 à 1969) + bonne côte de popularité

Les réussites de la République gaullienne



De Gaulle assiste sur le De Grasse au 3^{ème} essai nucléaire français dans le Pacifique (11 sept 1966)



De Gaulle et le Chancelier Adenauer signent le traité d'amitié et de coopération franco-allemand le 22 janvier 1963 (traité de l'Elysée).

- Règlement du problème algérien + décolonisation de l'Afrique noire
- Stabilité politique
- Croissance économique (poursuite des Trente glorieuses)
- Politique d'indépendance nationale face aux Etats-Unis: redonner à la France une image de grande puissance
- Construction européenne favorisée (la PAC 1962, couple franco-allemand) mais avec pour modèle celui d'une Europe des patries

Usure du pouvoir et montée des contestations

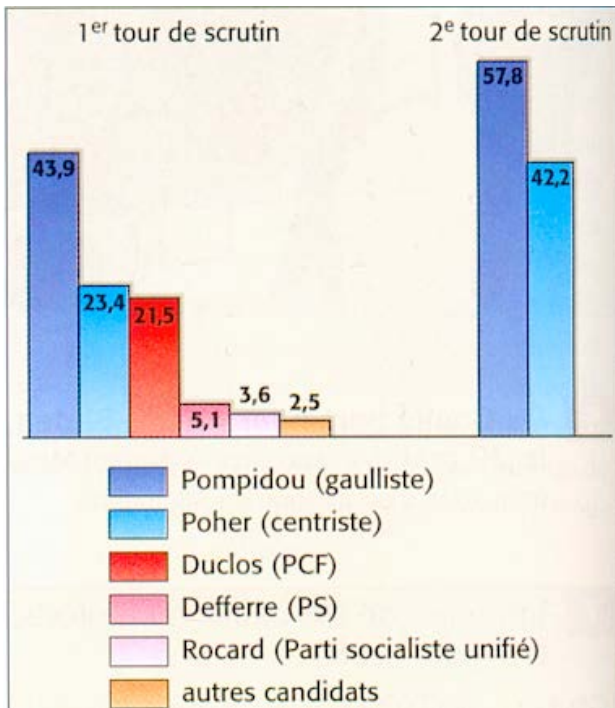
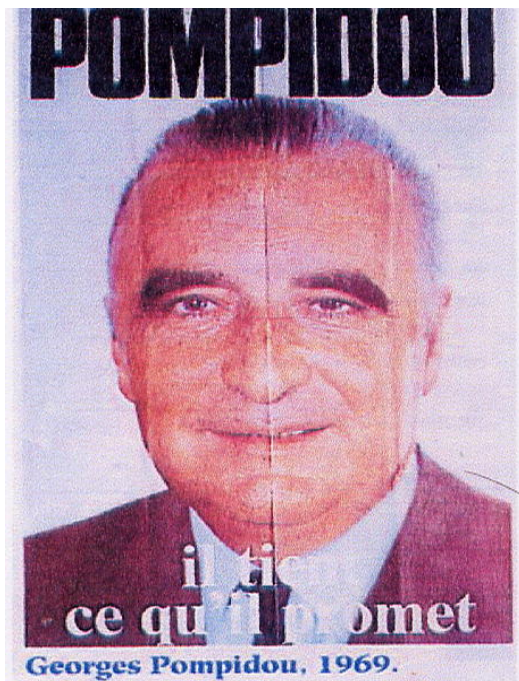
Mai 1968 = symptomatique d'un décalage croissant entre politique gaulliste et attentes de l'opinion



II/ L'évolution du régime: un système qui évolue selon les pratiques des acteurs et les choix électoraux

B. Un système stable jusqu'en 1986

Beaucoup pensaient que la V^o République ne survivrait pas au départ du général de Gaulle dans la mesure où ses institutions semblaient avoir été taillées pour lui. Après sa démission en 1969, la prééminence présidentielle a été préservée par ses successeurs. Le système fonctionne sans à-coup grave sous Pompidou, VGE et durant les premières années de Mitterrand.



1. Pompidou (1969-1974) entre réforme et conservatisme

- Elu facilement en juin 1969; slogan « le changement dans la continuité »
- Il choisit un 1^{er} ministre progressiste, Jacques Chaban-Delmas qui veut bâtir une « nouvelle société » (= réformisme social)
- Volonté d'ouverture aussi avec l'adhésion Royaume-Uni à la CEE
- Renforcer puissance industrielle de la France: *Concorde, développement du nucléaire...*

1. Pompidou (1969-1974) entre réforme et conservatisme



→ Une attitude gaullienne

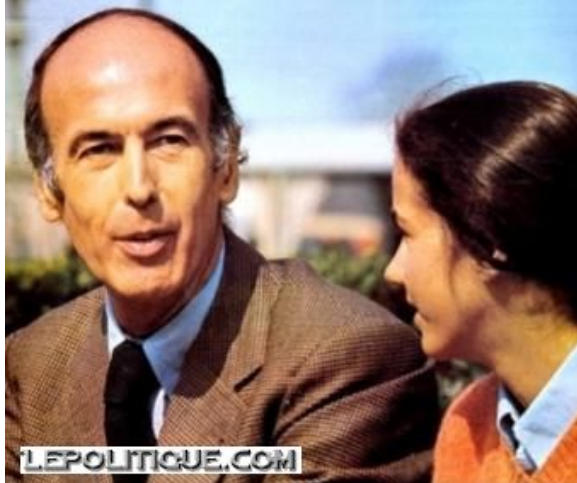
- Attitude gaullienne vis-à-vis des Etats-Unis et sur la conception de l'Europe (une Europe des Etats)
- Même pratique de la fonction présidentielle: frictions avec Chaban-Delmas (1er ministre); il lui demande de démissionner et le remplace par un gaulliste dévoué (Pierre Messmer)



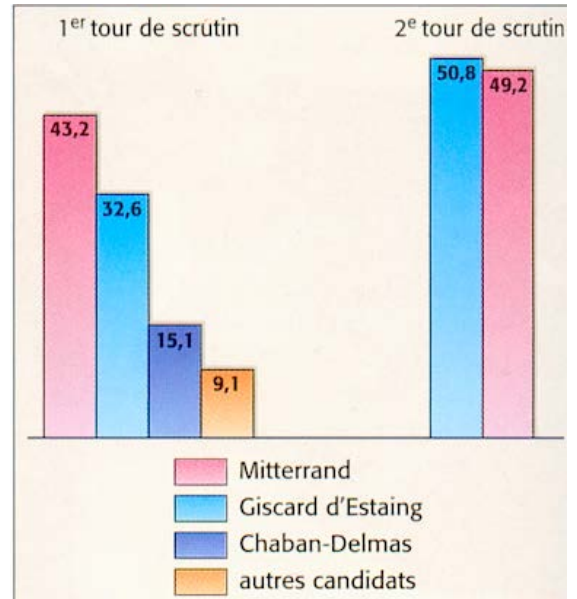
Pompidou meurt 2 ans avant le terme de son mandat (en 1974)

Renforcement de l'opposition: programme commun de la gauche (1972) + progression aux élections

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ



V. GISCARD D'ESTAING



2. Le septennat de VGE (1974-1981): une volonté de changement

- Election de justesse face à Mitterrand
- Jeune président, 1^{er} non gaulliste président sous la V^o Rép.
- Il veut changer la pratique du pouvoir = volonté de « décrispation » : ouvrir un certain dialogue avec la gauche, gouverner au centre; être plus proche de la population et cultiver une image moderne
- Grandes réformes: *majorité à 18 ans, IVG (loi Veil), divorce par consentement mutuel, collège unique, démantèlement de l'ORTF*

VGE ou l'impossible gouvernement au centre

- Politique tournée vers le centre qui mécontente la droite gaulliste
- Valéry Giscard d'Estaing entre en conflit avec 1er ministre Jacques Chirac (autorité contestée), il refuse l'idée d'un partage du pouvoir. Chirac démissionne de sa propre initiative en 1976 (coup porté à l'autorité du Président). Remplacé par Raymond Barre.
- Tensions augmentent entre le parti gaulliste (RPR, Chirac) et l'UDF (fondée par Giscard en 1978)
- Conjoncture défavorable = entrée dans la crise économique, hausse du chômage

3. L'alternance: l'arrivée de la gauche au pouvoir



Affiche de la campagne présidentielle de 1981

10 mai 1981: Mitterrand l'emporte sur le président sortant; « vague rose » aux élections législatives.

Son succès s'explique par les divisions de la droite et l'attitude de Jacques Chirac + un fort désir de changement.

Réformes de grande ampleur:

- vague de nationalisations de grands groupes industriels et de banques

- décentralisation

- abolition de la peine de mort

- grandes lois sociales: 5^{ème} semaine de congés payés, semaine de 39 heures, retraite à 60 ans (au lieu de 65 ans)

- droits des travailleurs dans l'entreprise sont renforcés

- impôt sur les grandes fortunes

- les « radios libres » sont autorisées

→ c'est « l'état de grâce »



Le Premier ministre Pierre Mauroy accueille Laurent Fabius, son successeur à la tête du gouvernement, le 18 juillet 1984 à l'Hotel Matignon pour la passation de pouvoirs. Fabius devient le plus jeune Premier ministre de la Ve République. Il a alors 37 ans.

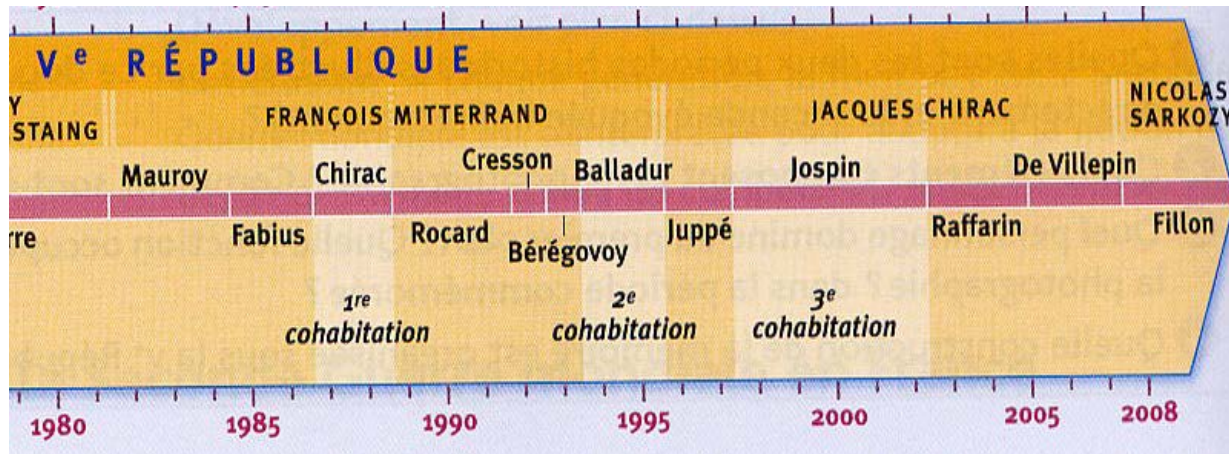
-Le coût de ces réformes (les déficits)
+ les difficultés économiques imposent
une politique de rigueur peu populaire
dès 1983.

-En 1984, Mauroy est remplacé par
Laurent Fabius.

Ancien adversaire du gaullisme,
Mitterrand a été un des présidents
les plus gaulliens dans sa volonté
de préserver les prérogatives
présidentielles.

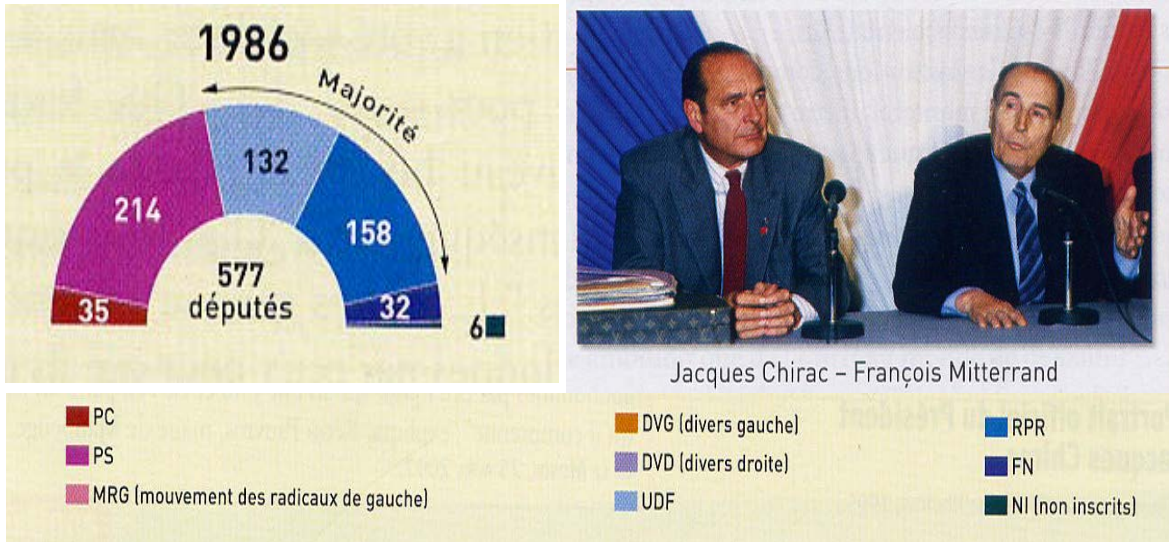
II/ L'évolution du régime: un système qui évolue
selon les pratiques des acteurs et les choix
électoraux

C. La cohabitation, une pratique récurrente de
1986 à 2002



- Cohabitation = situation où la majorité à l'Assemblée nationale diffère de la majorité présidentielle ce qui oblige les présidents de la République à partager le pouvoir exécutif avec des 1^{er} ministres d'une famille politique différente
- Situation nouvelle, non prévue par de Gaulle qui, mis devant ce fait, aurait certainement démissionné. Dans l'esprit gaullien, un président désavoué par une élection n'a plus de légitimité suffisante.
- La DYARCHIE contenue dans la Constitution se révèle à l'occasion de la cohabitation.
- De façon paradoxale, ce sont des 1^{er} ministres gaullistes qui ont inauguré cette pratique contribuant à affaiblir la fonction présidentielle (pourtant considérée par de Gaulle comme clef de voûte des institutions de la V^o République).
- Cette pratique alimente un débat portant sur la nature du régime, sur le problème de l'alternance et la confusion droite / gauche.

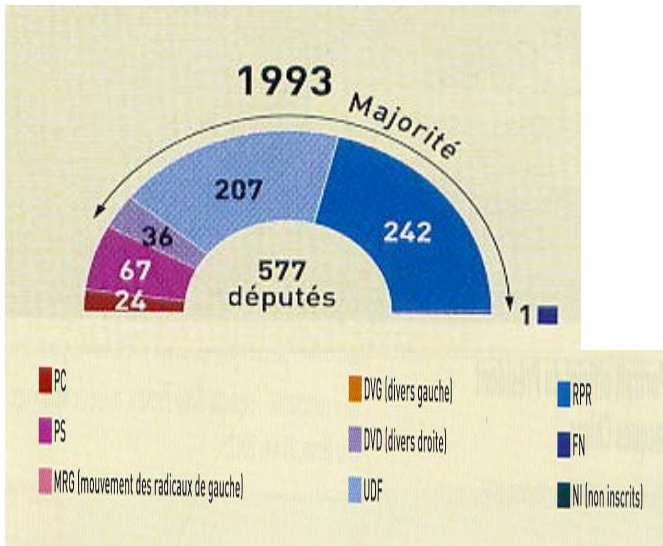
Une 1^{ère} cohabitation conflictuelle (1986–1988)



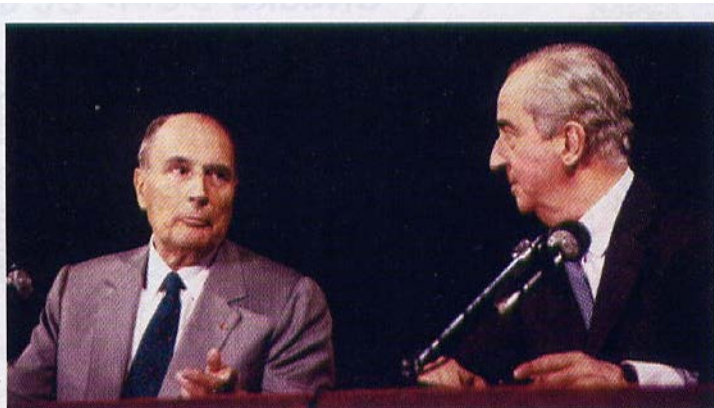
- Crise économique et sociale
- Français s'apprêtent à désavouer le pouvoir en place
- Mitterrand modifie le mode de scrutin pour les législatives: scrutin proportionnel à la place du scrutin uninominal majoritaire
- Stratégie présidentielle ne fonctionne pas; la droite recueille la majorité absolue

- J. Chirac s'appuie sur l'art. 20 pour reléguer le président au 2nd plan
- Chef de l'Etat cherche par tous les moyens dont il dispose à entraver l'action du gouvernement et se positionne en fait en chef de l'opposition
- Mitterrand tout en exerçant une certaine nuisance voit sa popularité augmenter → nette victoire aux élections présidentielles de 1988 face à son 1^{er} ministre (54% voix)

La 2^{ème} cohabitation est plus pacifiée (1993-1995)

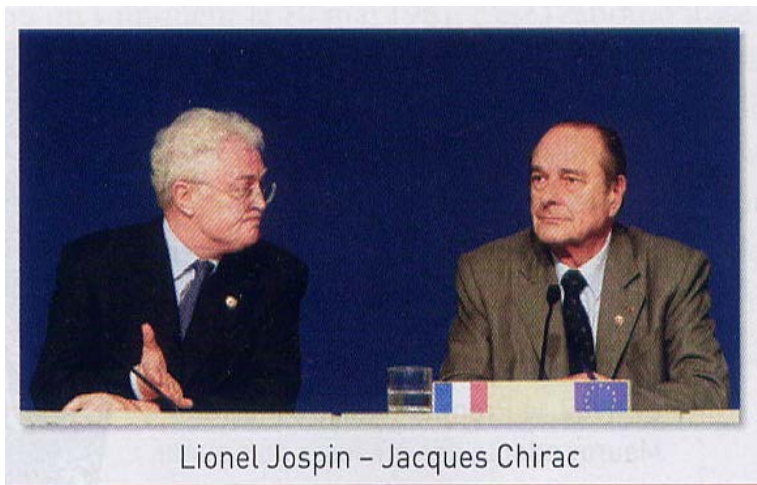
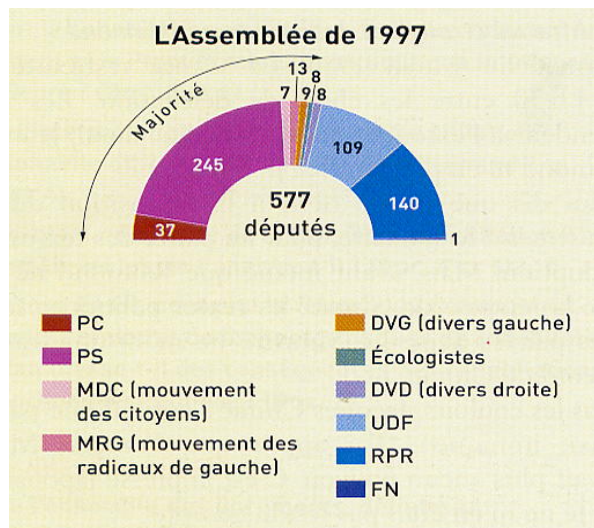


- Menace d'une déroute de la gauche aux législatives de 1993: usure du pouvoir pour Mitterrand + seuil des 3 millions de chômeurs est franchi
 - Raz de marée de la droite: plus des 4/5^o des sièges (dont 242 pour le RPR, 207 pour l'UDF)
 - Chirac (échaudé par sa 1^{ère} expérience) refuse cette responsabilité et demande à Balladur d'assumer cette charge
 - Président ne cherche pas à entraver l'action du gouvernement, modération de ce dernier
- Ambitions présidentielles pour Balladur, il est opposé au candidat socialiste (Jospin) et à Chirac (la « fracture sociale », « France pour tous »). Chirac l'emporte au 2nd tour face à Jospin (52,6 % voix). Il peut compter sur une large majorité à l'Assemblée nationale.



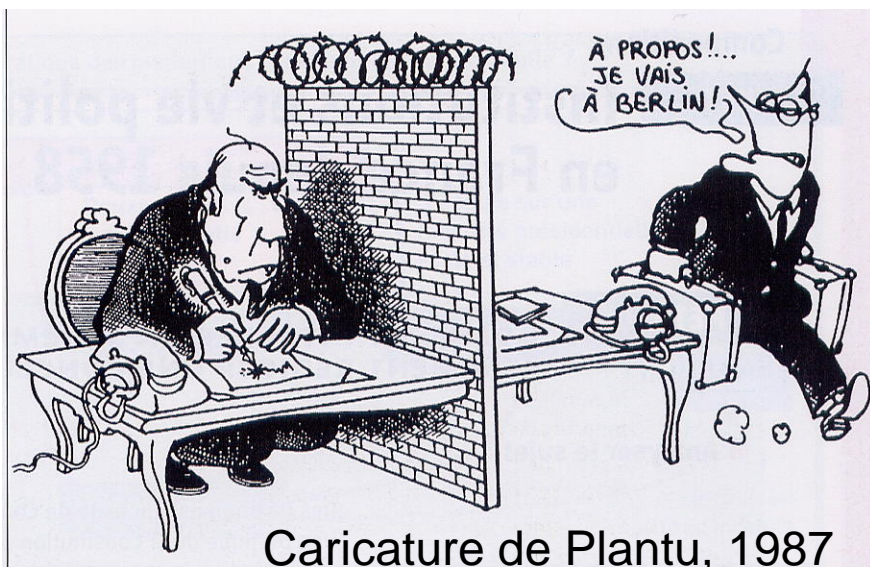
François Mitterrand – Édouard Balladur

Une longue cohabitation (1997-2002)

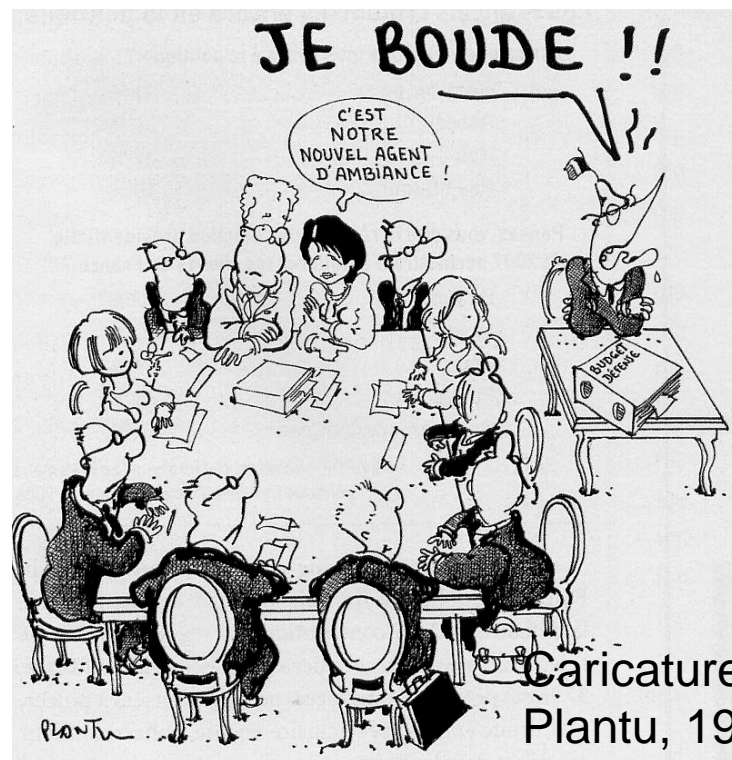


- Dissolution de l'Assemblée nationale (difficultés du gouvernement Juppé, impopularité croissante des 2 têtes de l'exécutif)
- Victoire de la gauche plurielle (PS-PC-Verts), Jospin = 1^{er} ministre
- 1^{ère} fois où président de droite et 1^{er} ministre de gauche
- Les 2 têtes de l'exécutif s'entendent à l'international
- Les 2 futurs candidats à la présidentielle guettent les failles de l'adversaire: Chirac dénonce le « dogmatisme » de Jospin sur les 35 h + dénonce sa gestion de l'insécurité; il prend ainsi la posture de l'opposant

La cohabitation: synthèse



Caricature de Plantu, 1987



Caricature de Plantu, 1997

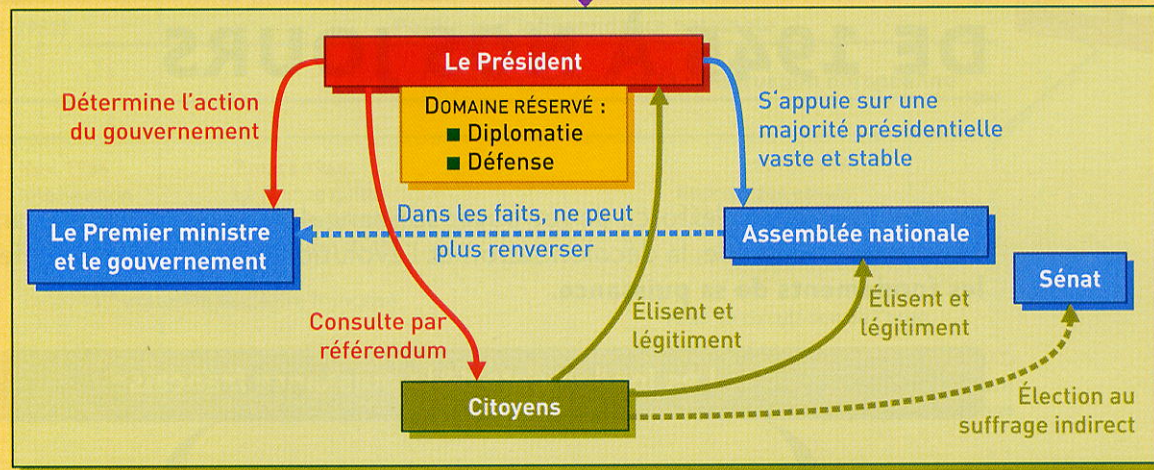


Modification de la pratique institutionnelle

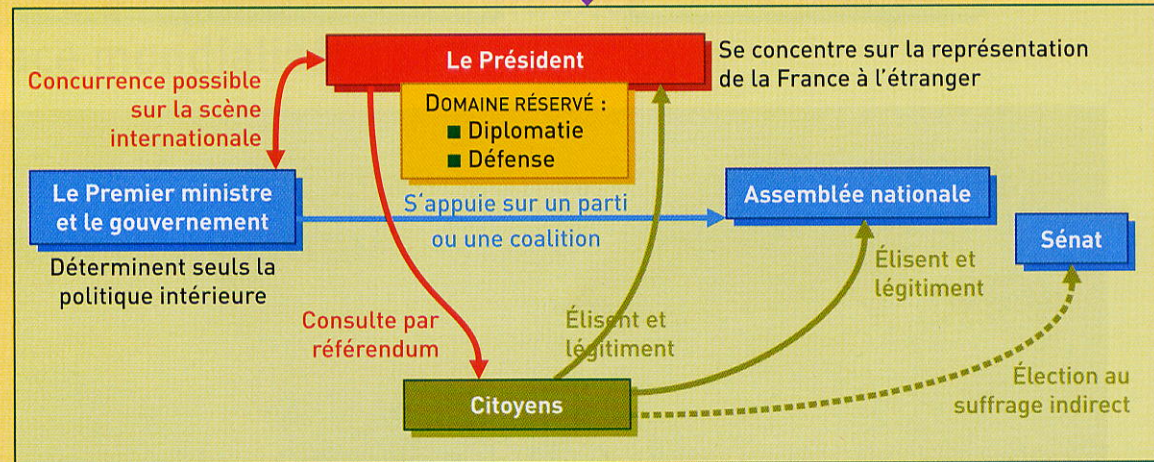


La Ve République

Quelle pratique des institutions est inaugurée par de Gaulle ?



Quel nouvel équilibre des institutions la cohabitation entraîne-t-elle ?



À quelles difficultés est-elle confrontée ?

